

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N°4638 - Lundi 03 Juin 2024 - Prix : 200 Fc

ECONOMIE ET FINANCES PUBLIQUES :

10 millions d'euros pour réformer et dynamiser l'économie



Convention entre Comores et UE.



CORPS DE LA PAIX COMORES

Demande de proposition de prix pour la livraison de véhicules et divers objets vers l'étranger.

Le Corps de la Paix du Gouvernement Américain aux Comores,

dans le cadre de sa mission en Union des Comores recherche un prestataire de service, transitaire, pour livrer des objets lui appartenant à l'étranger.

Tout ou toute prestataire intéressé(e) par cette offre peut obtenir les termes de références en envoyant un courriel à l'adresse : PCComoros@peacecorps.gov avant le **06 juin 2024 à 12h 30**.

Pour toute information complémentaire, merci d'envoyer un courriel à l'adresse mentionnée ci-dessus. Pas d'appels téléphoniques, s'il vous plaît.

Mkazi, le 28 mai 2024

MAROC - COMORES

Une coopération en perspective pour un futur numérique inclusif

Une signature d'accord de coopération entre l'Agence de développement digital du Maroc (ADD) et l'Agence nationale de développement numérique (Anaden) s'est concrétisée le 30 mai dernier. Cette collaboration entre les deux agences doit favoriser la transformation numérique du pays à travers cinq axes importants, notamment l'e-Gov et responsabilité, l'e-santé, l'e-Learning, la transformation organisationnelle et l'inclusion sociale et financière.



C'était à l'occasion de la deuxième édition du GITEEX Africa Morocco 2024 organisée à Marrakech du 29 au 31 mai dernier que le pays a eu à s'engager avec le Royaume du Maroc pour sa

transformation digitale. Lors des discussions axées sur l'avancement numérique de l'Afrique, notre pays a été représenté par le directeur général de l'Anaden, Chamsoudini Mzaouiyani qui a

eu à signer l'accord de coopération avec Sidi Mohammed DRISSI MELYANI, directeur Général de l'ADD (Agence de développement digital du Maroc). Les deux responsables

se sont convenus à coopérer pour un avenir digital inclusif.

Les deux parties envisagent d'entreprendre des actions communes de collaboration, dans le respect de leurs législations et réglementations nationales respectives, notamment autour de cinq axes », a rapporté le service de communication de l'Anaden. Cinq axes sont concernés par cet accord dont l'e-Gov et l'interopérabilité, l'e-Santé, l'E-Learning, la transformation organisationnelle (conduite de changement) et l'inclusion sociale et financière.

L'agence nationale en charge du numérique se réjouit de cette collaboration à travers la formation et le développement des compétences pour le capital humain liées aux deux agences. Cette collaboration doit contri-

buer à la recherche et au développement dans les domaines de transformation numérique, tels que l'intelligence artificielle et l'internet des objets, d'où « l'organisation conjointe d'événements et d'ateliers axés sur la promotion de l'écosystème digital, la mutualisation des efforts pour le développement et la promotion du tissu entrepreneurial innovant ». Cette coopération entre les deux agences marque un tournant décisif vers une collaboration renforcée dans le domaine du numérique entre les deux nations. Il s'agit d'un partenariat répondant aux objectifs et aux engagements mutuels pris par le Roi du Maroc Mohammed VI et le président Azali Assoumani.

Kamal Gamal

ÉDUCATION ISLAMIQUE :

Al-Irfan octroie 50 bourses aux enfants comoriens

C'est à travers l'association humanitaire Wuzuri Wadini que le Maroc offre 50 bourses aux enfants comoriens. La signature de convention pour promouvoir l'éducation islamique aux Comores entre Wuzuri Wadini et Allrfan du Maroc a eu lieu mardi dernier à Moroni et a pour objectif de soutenir l'apprentissage du Coran et de préserver l'ancien Palachiyo.

Trois jours après cette signature, une conférence de presse de Wuzuri Wadini a dévoilé les détails mais a aussi mis en avant la rencontre avec le chef de l'État comorien qui se réjouit de cette convention. Il s'agit en effet d'un objectif qui consiste à soutenir l'apprentissage du Coran et préserver l'ancien Palachiyo (école coranique), avec l'octroi de 50 bourses par Allrfan. Moussa Adam, président d'honneur de l'association humanitaire Wuzuri Wadini, souligne l'importance de cette convention. « La venue de la délégation marocaine sur place a conduit à une augmentation significative, portant le nombre de bourses de 20 à 50 », précise-t-il. Des bourses destinées à soutenir l'éducation islamique des enfants et contribuer à la préservation de l'école coranique traditionnelle.

La coopération avec l'association Allrfan ouvre de nouvelles opportunités pour les enfants comoriens. Lors de la signature, Rachid AlBakal, membre de la délégation marocaine, exprimait la volonté d'accueillir 50 enfants

comoriens dans les écoles de son association. De plus, des formations seront dispensées aux enseignants et au personnel administratif de Wuzuri Wadini, entièrement prises en charge par Allrfan. Le président d'honneur de Wuzuri Wadini remercie Allrfan pour cette initiative basée sur l'enseignement du Coran, avec un système éducatif complet comprenant la mémorisation, la lecture, et l'étude des sciences coraniques et des langues.

La convention prévoit deux volets distincts : la partie administrative et budgétaire qui sera gérée par Wuzuri Wadini, tandis que la prise en charge des études, de la santé, de l'alimentation sera entièrement assurée par Allrfan. Les enfants auront le choix de l'école où ils souhaitent étudier. En parallèle, Moussa Adam a dressé un bilan des réalisations de Wuzuri Wadini depuis sa création en 2019. L'association a construit plus d'une dizaine d'écoles coraniques et parrainé 337 orphelins. Les initiatives sociales, notamment dans le domaine de la santé et de l'aide citoyenne, ont touché plus de 2300 élèves, contribuant ainsi à lutter contre la pauvreté et le chômage. Cette conférence de presse marque une étape importante dans le partenariat entre les deux parties, ouvrant de nouvelles perspectives pour l'éducation islamique aux Comores. Une délégation de Wuzuri Wadini se rendra d'ailleurs au Maroc pour inspecter les écoles.

Ibnou M. Abdou



Lycée Français International Henri-Matisse
P.B 2516 Moroni Union des Comores
Tel(269) 773 52 20 / 328 52 20
Année scolaire 2023-2024



Appel à candidature

Pour la rentrée 2024/2025 (2 septembre 2024), le lycée français International Henri-Matisse recrute en contrat local, temps complet, à durée déterminée :

1 à 2 enseignant(e)s pour le primaire

- Diplômes : Bac+ 3 minimum, Bac+ 5 apprécié
- Expérience obligatoire dans l'enseignement à l'école primaire
- Une expérience dans une école française ou internationale sera grandement appréciée
- Maîtrise du français à l'oral et à l'écrit
- Motivé(e), sérieux, travailleur, disponible
- Aisance relationnelle et aptitude au travail en équipe

Une formation obligatoire, en dehors des heures d'enseignement, sera proposée aux non-titulaires de l'Education nationale française.

Pièces à fournir et à déposer au lycée ou par mail à recrutement@ecole-matisse.org avant le **10 juin 2024**

- CV détaillé et récent
- Lettre de motivation adressée à Mme la proviseure
- Copie des diplômes et attestations de travail

ECONOMIE ET FINANCES PUBLIQUES :

10 millions d'euros pour réformer et dynamiser l'économie

Mercredi dernier, au ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire, l'Union Européenne et les Comores ont signé deux conventions de financement d'un total de 10 millions d'euros, soit 4,9 milliards francs comoriens. Ces accords, en présence de l'ambassadrice de l'UE à Moroni, Mme Isabelle Delattre, et du chef du bureau de l'UE, Pierre Béziz, visent à réformer la gestion des ressources humaines de la fonction publique et à améliorer le climat des affaires et du commerce, soutenant ainsi le Plan Comores Émergents.

La première convention, d'un montant de 2 millions d'euros, porte sur la réforme de la gestion des ressources humaines de la fonction publique. Cette initiative vise à moderniser et à optimiser la gestion des ressources humaines au sein de la fonction publique. « Cette réforme est essentielle pour améliorer l'efficacité et la transparence de l'administration publique, un objectif

crucial pour le développement socio-économique du pays », souligne Mme Delattre. La seconde convention, d'un montant de 8 millions d'euros, a pour but d'améliorer le climat des affaires et du commerce aux Comores. Ce projet vise à renforcer l'intégration économique, notamment en ce qui concerne les procédures douanières, la justice commerciale, la gestion comptable et la forma-

lisation des entreprises. « Nous espérons que cette initiative facilitera l'accès au financement pour les petites entreprises et encouragera l'engagement des femmes entrepreneurs », déclare à son tour Pierre Béziz. En effet, l'amélioration de l'environnement commercial est essentielle pour stimuler la croissance économique et attirer les investissements étrangers.

Ces deux programmes majeurs financés par l'UE s'inscrivent dans le cadre du Plan Comores Émergents. Ils visent à soutenir le développement économique et la bonne gouvernance du pays. « Le Plan Comores Émergents est une feuille de route ambitieuse pour transformer notre économie et améliorer la vie de nos citoyens », affirme le ministre

des Finances, Mzé Abdou Mohamed Chanfiou lors de la cérémonie. Le renforcement de la justice commerciale et la facilitation des procédures douanières sont des aspects clés de cette initiative. En rendant le système judiciaire plus efficace et transparent, le gouvernement comorien espère instaurer un climat de confiance pour les investisseurs locaux et internationaux.

L'amélioration de l'accès au financement pour les petites entreprises est également un objectif prioritaire. Elles constituent le tissu économique des Comores et leur développement est essentiel pour la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. « Nous devons soutenir nos entrepreneurs, en particulier les

femmes, qui jouent un rôle crucial dans notre économie », souligne Pierre Béziz.

Ces conventions de financement représentent une étape significative vers la réalisation des objectifs du Plan Comores Émergents. Elles reflètent l'engagement de l'UE à soutenir les efforts des Comores pour renforcer leur gouvernance et dynamiser leur économie. Les retombées attendues de ces programmes sont considérables, allant de l'amélioration de l'efficacité administrative à la stimulation de la croissance économique par le soutien aux petites entreprises et à l'entrepreneuriat féminin.

Ibnou M. Abdou

MÉTIERS DE LA RECHERCHE AUX COMORES

Le CNDRS organise la première édition du forum des sciences

Les 13 et 14 juin prochain le Centre National de Documentation et de Recherche Scientifique (CNDRS) organise un forum de vulgarisation et médiation scientifique sur les métiers de la recherche aux Comores. L'annonce est faite par le directeur général Toiwilou Mzé lors d'une conférence de presse et cet événement réunira plus de 600 étudiants et divers spécialistes, pour sensibiliser les jeunes aux carrières scientifiques et promouvoir une culture de la recherche et de l'innovation dans l'archipel.

Le Centre National de Documentation et de Recherche Scientifique (CNDRS) organise un forum de vulgarisation et médiation scientifique sur les métiers de la recherche aux Comores les 13 et 14 juin prochain. C'est son directeur général Toiwilou Mzé Hamadi, qui l'a annoncé jeudi dernier lors d'une conférence de presse. Divers responsables d'établissements sco-

lares publics et privés, de l'école française et du département scientifique de l'Université des Comores (UDC) avaient pris part.

Selon le conférencier, plus de 600 étudiants sont attendus à cet événement, qui vise principalement à sensibiliser les jeunes aux métiers de la recherche scientifique et à leur importance pour le développement socio-économique des Comores. « Informer et sensibiliser les jeunes scolaires sur les métiers de la recherche scientifique, leur importance et leur contribution au développement socio-économique des Comores est plus que nécessaire », a expliqué Toiwilou Mzé qui a aussi souligné la participation de spécialistes internationaux.

Parmi les objectifs du forum, figure la promotion des carrières scientifiques. « Encourager les étudiants à poursuivre des carrières dans les domaines de la recherche et des sciences », a-t-il poursuivi tout en précisant qu'il vise également à renforcer les compétences en offrant des opportunités de formation et de

développement professionnel aux enseignants et éducateurs dans les domaines scientifiques. Un autre objectif clé est la création de réseaux pour faciliter les échanges. « Faciliter les échanges entre les chercheurs, les étudiants et les professionnels du secteur scientifique pour encourager la collaboration et le partage de connaissances », a précisé le directeur.

Le programme du forum comprend une variété d'activités conçues pour engager et inspirer les participants. On peut citer des conférences sur divers sujets scientifiques, animées par des chercheurs locaux et internationaux. Des expositions scientifiques, des tables rondes et des discussions faciliteront les échanges entre les chercheurs, les éducateurs, les décideurs et les étudiants sur les défis et opportunités de la recherche scientifique aux Comores.

Les résultats attendus sont nombreux. Parmi eux, une augmentation de l'intérêt pour les carrières scientifiques chez les jeunes, par une haus-



Conférence de presse du CNDRS.

se des inscriptions dans les filières scientifiques. La création de réseaux de collaboration entre les chercheurs, les institutions de recherche et les écoles est également un objectif clé, tout comme la visibilité accrue des travaux de recherche menés aux Comores. « Nous espérons voir une plus grande visibilité des travaux de recherche menés aux Comores, encourageant les partenariats et les financements internationaux », a déclaré Toiwilou Mzé Hamadi.

Enfin, la production de docu-

ments et publications résumant les résultats et recommandations du forum servira de référence pour les futures initiatives de vulgarisation scientifique. Ce forum représente une opportunité précieuse pour promouvoir une culture de la recherche et de l'innovation aux Comores, tout en inspirant les jeunes à envisager des carrières scientifiques et en renforçant les capacités locales dans le domaine de la recherche.

Ibnou M. Abdou

SOCIÉTÉ

Le Cacom forme les sociétés en médiation des ressources humaines

Une première séance de formation sur la médiation des ressources humaines a eu lieu le 1er juin dernier, dans les locaux de l'Union des chambres de commerce (Uccia). Cette première formation a vu la participation des institutions telles que Comores Hydrocarbures, Onicor, Maison de l'Emploi, Huri Money et la Douane.

Le centre d'arbitrage des Comores (Cacom) avec ses missions d'améliorer la sécurité juridique des affaires au niveau du pays a dirigé une formation basée sur la médiation des ressources humaines destinée aux entreprises, dont la société comorienne des hydrocarbures, l'office national d'importation et de commercialisation du riz (Onicor), la Maison de

l'Emploi, Huri Money et la Douane. Lors de cette formation importante pour les affaires, la formatrice Sitty-Karima Mohamed Abdou a montré que le Cacom a mis en place un outil

d'accompagnement sous forme de formation pour aider à améliorer la gestion des ressources humaines des entreprises comoriennes. « Cet outil permet la prévention et la résolution

des tensions ou des conflits au sein d'une entreprise en faisant appel à un professionnel (médiateur) pour les aider à trouver une issue à l'amiable », a soutenu la responsable du Cacom.

Lors du lancement de la séance, le secrétaire général de l'Uccia a saisi l'occasion pour appuyer la mise en place de la formation. « Le CACOM est un outil pour répondre à la gestion de nos entreprises qui tendent de plus en plus à un développement propice. Il s'agit d'un outil qui a montré son efficacité sur le réseau de malentendu et conflit d'entreprise. Ça permet aux gens de se parler, d'avoir confiance », a déclaré Djamil Boinali avant de s'adresser aux participants, tout en confirmant que « la médiation des ressources humaines est la solution permettant la consolidation des rela-

tions et la gestion d'entreprise en matière de régularisation des conflits, de croissance et des résultats ».

Cette formation doit se poursuivre au bénéfice d'autres entreprises dans les prochains jours. Le centre d'arbitrage (Cacom) veut motiver les entreprises locales à prendre les meilleures résolutions permettant aux employés d'avoir la foi en leurs tâches respectives et en leurs droits en cas de mésentente au sein des entreprises sans pour autant compromettre les activités des sociétés. Elle tient à travers ce module de formation à participer au développement des entreprises locales en offrant un cadre de règlement des contentieux d'affaires par le biais de la médiation ou l'arbitrage.

Kamal Gamal





UNION DES COMORES
Unité – Solidarité - Développement

MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

Projet d'Investissement de Soutien aux Capacités Statistiques de la communauté de Développement de l'Afrique Australe (STATCAP-KM)

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

Réf. N°2024 /004/STAT CAP KM/AMI
Intitulé du Poste : Recrutement d'un spécialiste chargé(e) de communication du Projet STATCAP-KM
Localisation du poste : Moroni-UGP/STATCAP-KM
Superviseur immédiat : Coordonnateur du Projet STATCAP- KM
Date de publication : 30 Mai 2024

CONTEXTE

Le Projet d'Investissement de Soutien aux Capacités Statistiques de la communauté de Développement de l'Afrique Australe (STATCAP-KM) financé par la Banque mondiale, vient en appui au renforcement des capacités du système statistique national y compris le personnel de l'Institut Nationale de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), afin d'améliorer la production, le renforcement de capacité et la diffusion des statistiques fiables et à jour. La gestion quotidienne du projet est assurée par une Unité de Gestion de Projet (UGP). Pour compléter l'équipe, le projet STATCAP-KM invite les candidats admissibles à

manifestier leur intérêt et fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des prestations du poste d'un « **spécialiste chargé(e) de communication du Projet** ».

MISSIONS PRINCIPALES

Élaborer et mettre à jour la stratégie globale de communication du projet et sa mise en œuvre.

Assurer la visibilité du projet, à l'interne comme à l'externe.

Coordonner l'ensemble des actions de communication au niveau national

Assurer la conception de tous les outils et supports de communication permettant d'améliorer la visibilité du projet opérationnalisation et suivi

Assure l'alimentation en contenu du site web et des réseaux sociaux du projet

Assure la veille médiatique et organise la base de données des coupures de presse (presse écrite, magazine, revue,...) et extraits diffusés dans les

médias locaux (, radios, télévision, site internet, et blogs, réseaux sociaux) ;

Participe dans la collecte, vérification de la qualité les données, et élaboration des rapports périodiques sur les programmes

Cette liste n'est pas exhaustive, les candidats intéressés sont priés d'écrire à l'adresse mail suivant pour les TDR : statcap@inseed-comores.org; copie : recrutement.statcap@gmail.com

PROFIL RECHERCHE

Formation Universitaire de niveau BAC+5 en communication, journalisme, ou diplôme équivalent

Au moins 3 ans dans un poste similaire (chargée de communication) Expériences d'au moins 3 années dans la sensibilisation communautaire; Avoir réalisé au moins 4 missions en conception de supports de communication ; maîtrise d'une façon opérationnelle de la communication institutionnelle et la communication pour le changement de comportement.

CONSTITUTION ET DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE:

Les candidats intéressés devront transmettre un dossier de candidature comprenant :

- une lettre de motivation adressée au coordinateur du projet

- un curriculum vitae détaillé comportant des informations démontrant que le candidat possède les qualifications, expériences et aptitudes pertinentes pour le poste avec mention d'au moins trois références professionnelles ;

- une copie du diplôme de niveau BAC+5 minimum et copie des attestations ou certificats de travail. L'envoi des dossiers doivent être adressés à Monsieur le Coordinateur National du Projet STAT-CAP KM et envoyés à l'adresse mail mentionné ci-haut au **plus tard le 13/06/2024 à 23 heures 59 min** et doivent porter expressément la mention : « Manifestation d'intérêt Réf N°2024 /004/Com/STAT CAP-KM/AMI »

Pour le Recrutement d'un spécialiste chargé(e) de communication du Projet STATCAP-KM

UNION DES COMORES

Unité - Solidarité – Développement

MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE L'INFORMATION, DE LA DECENTRALISATION, ET DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE CIVILE



AVIS DE DEMANDE DE COTATION OUVERT

Réf. N° : 01/2024/ DGSG/DC

Urgent

Travaux d'urgence de curage et nettoyage des rivières, d'un puisard et déblai rocheux dans des localités suivantes de la Grande Comore : Maviguni-Moroni, Bangoi Hambou, Mitsoudjé, Mdjoézi.

1. La Direction Générale de la Sécurité Civile a reçu un appui financier du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour le financement des travaux de curage, de nettoyage des rivières, d'un puisard et de déblai rocheux dans les localités suivantes de la Grande Comore : Maviguni-Moroni, Bangoi Hambou, Mitsoudjé, Mdjoézi ;

2. Ces travaux sont scindés en deux lots distincts :

Lot 1 : CURAGE ET NETTOYAGE DES RIVIERES DE BANGOI, MDJOIYEZI ET DJOUMOICHONGO

Lot 2 : CURAGE ET NETTOYAGE DES RIVIERES DE MITSOUDJE ET MAVINGOUNI

3. La Direction Générale de la Sécurité Civile sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises : « le soumissionnaire doit démontrer qu'il a réalisé au moins un marché similaire au cours de 05 dernières années avec satisfaction d'un maître d'ouvrage pour chaque lot soumissionné ».

La procédure sera conduite par mise en concurrence en recourant à une demande de cotation ouverte (DC) telle que définie dans le code de marchés publics de l'Union des Comores ouverte à tous les soumissionnaires des Comores éligibles.

4. Les soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès du secrétariat de la Direction Générale de la Sécurité Civile située à Moroni en face de l'Ambassade de France et prendre connaissance du dossier de demande de cotation ouvert par téléphone au (+269) 3 27 83 44/ (+269) 349 69 84 ou par

courrier au secretariatsc.km@gmail.com du **lundi au vendredi de 8h00min à 15h30min, et le samedi de 8h00min à 12h00min.**

Le Dossier de demande de cotation en version française peut être retiré au secrétariat de la Direction Générale de la Sécurité Civile à tout soumissionnaire intéressé à l'adresse indiquée ci-dessus ou par voie électronique.

5. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous au **plus tard le vendredi 07 juin 2024 à 12h00min (heure locale)**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée.

Toute offre arrivée après l'expiration du délai limite de remise des offres sera écartée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires le **samedi 08 juin 2024 à 09h00** dans la salle de conférence de la Direction Générale de la Sécurité Civile.

6. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessous est :

Adresse pour la remise des offres :

A l'attention du Directeur Général

Adresse : Bureau de la Direction Générale de la Sécurité Civile

Moroni - Union des Comores

secretariatsc.km@gmail.com

Mobile : (+269) 3 27 83 44/ (+269) 349 69 84

Lancé, le 31 mai 2024

JOURNÉE MONDIALE SANS TABAC :

Le tabagisme, un danger de santé publique

Le tabagisme reste un problème de santé publique dans le pays, causant des maladies cardiovasculaire et pulmonaires, etc. Pour y faire face, le ministère de la santé entend accentuer les stratégies de lutte pour mieux informer les jeunes sur les effets néfastes du tabac.

C'est sous le thème « protéger les enfants de l'ingérence de l'industrie du tabac » que la journée mondiale sans tabac a été célébrée, vendredi 31 mai, dans le monde. Notre pays ne fait pas exception. Le ministère de la santé en collaboration avec l'OMS a tenu un point de presse pour sensibiliser sur le danger du tabac. Ce thème appelle à une mobilisation au niveau planétaire pour protéger les jeunes des produits nocifs du tabac et de la nicotine, ainsi que contre les stratégies trompeuses fréquemment employées par l'industrie du tabac pour commercialiser ses produits.

Selon l'OMS, plus de 37 millions de jeunes âgés de 13 à 15 ans consomment du tabac dans le monde. Dans la Région africaine, le tabagisme chez les jeunes âgés de 13 à 15 ans atteint 11,1% chez les garçons et 7,2% chez les filles, soit environ sept millions d'utilisateurs

de tabac. On estime que 1,3 million de personnes meurent chaque année du tabagisme passif. Ces décès sont entièrement évitables. Les individus exposés à la fumée de tabac secondaire encouront un risque accru de décès dus à des maladies cardiaques, à des accidents vasculaires cérébraux, à des affections respiratoires, au diabète de type 2 et à divers types de cancers. Sur le rapport mondial de l'OMS sur les tendances de la prévalence du tabagisme, rendu public en 2023, souligne que 22 pays de la Région africaine sont en bonne voie pour atteindre une réduction de 30% d'ici à 2025 par rapport aux taux enregistrés en 2010. Aux Comores, le rapport de l'enquête sur les facteurs de risque des maladies non transmissibles réalisé en 2011 montre que 13% de la population interrogée fument la cigarette dont 23% sont des hommes et 2% des femmes. 18,4% des personnes interrogées consomment du tabac sans fumée dont 30% des hommes et 70% des femmes.

D'emblée, la représentante du représentant de l'OMS en Union des Comores, Dr Hissane Abdou Bacar a réitéré le message de la directrice de l'Oms Dre Matshidiso Moeti. Selon elle, dans le cadre d'une initiative novatrice visant à

lutter contre l'augmentation de la production de feuilles de tabac et en collaboration avec d'autres institutions du système des Nations Unies et des gouvernements, l'OMS a apporté son appui à plus de 5000 cultivateurs de tabac au Kenya et en Zambie qui ont abandonné la culture du tabac au profit d'autres cultures. « j'invite les États Membres de la Région africaine à intensifier les efforts pour protéger les jeunes de l'ingérence de l'industrie du tabac en prenant des mesures pour sensibiliser le public aux tactiques de l'industrie du tabac... dénoncer les tentatives de l'industrie visant à cibler les jeunes et à attirer de nouvelles générations de personnes dépendantes grâce à des stratégies innovantes, telles que la commercialisation de produits nouveaux et émergents et l'utilisation d'arômes », souligne-t-elle, tout en exhortant les pays à accélérer la mise en œuvre de la Convention-cadre, ce qui passe par l'adoption de mesures strictes sur la commercialisation des nouveaux produits du tabac et des produits émergents à base de nicotine, qui ciblant spécialement les jeunes.

De son côté, le directeur de cabinet du ministère de la santé, Saïd Mohamed Hamza fait savoir



que les produits du tabac endommagent l'écosystème et causent aussi les maladies pulmonaires et cardiovasculaires qui tuent davantage de personnes que toute autre cause de décès dans le pays et dans le monde entier, et la consommation de tabac ainsi que l'exposition au tabagisme passif contribuent à environ 12% de tous les décès dus à une cardiopathie. A cela, le ministère de la santé vise à multiplier les efforts en vue de protéger la santé des populations surtout des jeunes grâce à une sensibilisation aux effets négatifs de la

consommation de Tabac sur la santé et l'interférence de l'industrie du Tabac. « Un plaidoyer fort sera déployé auprès des autorités législatives et exécutives afin d'augmenter les taxes et renforcer le contrôle par les textes rigoureux dans les établissements aussi bien publics que privés », déclare-t-il. Notons que le pays entend à accentuer les stratégies de lutte pour mieux informer les jeunes sur les effets néfastes du tabac.

Andjouza Abouheir

UNION DES COMORES

Unité- Solidarité -Développement

MINISTÈRE DES ENERGIES, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

Direction Générale des Énergie, des Mines et de l'Eau

Projet National des Comores dans le cadre du programme de mini reseaux pour l'Afrique (AMP)

N°	N° de l'appel	Titre du Poste	Formations	Expériences
	001-24 MEEH/DGEME	Un(e) consultant (e) national (e) en droit de l'Energie électrique Le but de cette consultation est de travailler avec le consultant international pour analyser les réglementations et les politiques existantes pertinentes pour le développement des mini-réseaux, et les incitations pertinentes (y compris les douanes) , les modèles de contrat/ dossiers d'appels d'offre proposés pour conseiller l'environnement propice requis pour opérationnaliser le modèle de livraison proposé pour le développement de mini-réseaux. Les travaux seront menés conformément aux résultats des deux consultants internationaux pour le cadre politique-règlementaire et pour les modèles de contrat/ dossier d'appels d'offre.	Avoir un diplôme universitaire de niveau master en droit, la gestion des ressources en énergie ,en économie des énergies ou domaine Connexe.	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir une expérience pertinente dans la Gestion intégrée des Ressources en énergie électrique et la gouvernance de l'énergie électrique ; • Avoir au moins 5 années d'expérience en droit et une connaissance en matière d'énergie électrique ou en lien avec la gestion des ressources en énergie électrique • Avoir réalisé au moins 3 missions au niveau national en élaboration des textes d'application de loi et/ou textes à caractères juridiques
2	002-24 MEEH/DGEME	Un(e) consultant (e) national (e) Pour contribuer à l'initiation et à l'expansion des mini-réseaux solaires photovoltaïques hors réseau à travers des approches inclusives et durables. Le consultant devra préciser sur quel lot il souhaite postuler. En effet, le consultant peut postuler pour le dialogue national sur lequel il facilite un dialogue inclusif et participatif avec les parties prenantes clés pour définir des modèles de prestation efficaces et durables pour les mini-réseaux solaires photovoltaïques , sur l'Analyse Complète sur les Risques à l'Investissement dans les Mini-Réseaux Solaires Photovoltaïques et Recommandation de Mesures d'Atténuation ("DREI") et /ou sur les aspects genre du projet.	Avoir un diplôme universitaire de niveau master dans l'énergie, l'ingénierie, les énergies renouvelables, les sciences de l'environnement, finance, économie, administration publique, gestion	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins 5 ans d'expérience avérée dans le domaine de l'atténuation du changement climatique, des énergies renouvelables ou dans un domaine étroitement lié, avec une expérience spécifique et avérée dans les projets d'énergies renouvelables • Compréhension avérée des questions liées à l'égalité des sexes et à l'énergie ; expérience pratique dans l'intégration de l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et le développement durable et/ou l'énergie aux Comores ; • Au moins 3 ans d'expérience en matière d'investissement dans les énergies renouvelables. Une expérience dans le domaine des instruments publics de promotion des investissements sera un avantage.

Les propositions doivent inclure :

- Une lettre de motivation
- Un CV
- Une proposition financière détaillée.

Un chronogramme des activités à réaliser et fourniture des livrables (ce planning sera évolutif et dépendra fortement de la consultation internationale)

Les propositions doivent être soumises et adressé à la Coordinatrice du Projet AMP avant le **20 juin 2024 à la Direction Générale des Energies, des Mines et de l'Eau**

NB : A compétence égale les candidats féminins seront favorisés



Ministère de l'Agriculture,
de la Pêche, de l'Environnement,
du Tourisme et de l'Artisanat



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE
PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP)
(P177816), DON IDA

Coordination Nationale du Projet

Réf. n° 2024/001/ MAPETA/ FSRP/SCI/CA

SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN/UNE COORDONNATEUR/TRICE NATIONAL(E) ADJOINT(E) DU PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP-KM)

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu auprès de la Banque Mondiale un Don de 40 millions USD et 3 millions de dollar de FOND PROBLUE pour financer le **Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires aux Comores (FSRP)** dans la perspective d'améliorer la contribution du secteur privé au PIB, et de se projeter à l'émergence horizon 2030.

I. Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à 43 millions US\$ sont les suivantes :

1. Renforcement des capacités de production agricole résiliente ;
2. Soutien au développement durable des ressources naturelles pour des paysages agricoles résilients ;
3. Améliorer la connectivité et l'accès aux marchés ;
4. Promouvoir une plus grande attention à la résilience des systèmes alimentaires dans l'élaboration des politiques nationales et régionales ;
5. Composante de réponse d'urgence contingent ;
6. Gestion de projet

Dans cette perspective, le projet lance cet Avis à Manifestations d'intérêt pour recruter un (e) Coordinateur (trice) djoint(e) qui travaillera à temps plein au niveau de l'Unité de Gestion du Projet (UGP-FSRP).

II. Description des tâches

Afin d'atteindre les objectifs et de produire les différents livrables attendus, le Consultant sera responsable des tâches décrites dans les tdrs (voir Tdrs).

III. Profil et expériences requises du candidat

Être titulaire d'un diplôme de Master ou diplôme supérieur (BAC+5) en gestion de projets, en Sciences agronomiques et environnement, en agroéconomie ou équivalent.

*** Expériences :**

- Avoir au minimum six (06) ans d'expériences professionnelles dans la gestion, coordination, de projet ou dans le secteur privé, avec une expérience supplémentaire dans un poste de leader.
- Avoir au minimum cinq (05) années d'expérience en gestion de projets, idéalement dans des domaines tels que l'Agriculture, l'environnement, pêche et la sécurité alimentaire ou dans la gestion financière ;
- Avoir une bonne expérience dans la supervision et la gestion efficace dans la mise en œuvre de projets et de programmes de développement ;
- Avoir une grande capacité d'organisation et de planification stratégique pour analyser, prioriser et prendre des initiatives en vue de la mise en œuvre des activités dans les délais impartis ;
- Avoir des capacités à gérer les relations institutionnelles et plusieurs parties prenantes ;

IV Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

- Le dossier de candidature doit être composé des pièces suivantes :
- Une lettre de motivation datée, signée et adressée au Coordonnateur du projet FSRP-KM,
- Un curriculum vitae (CV) actualisé avec des références de trois personnes ressources ;
- Les copies des diplômes, attestations de formation et autres documents justifiant la qualification et les expériences requises du consultant(e) ;
- Deux (2) photos d'identité ;
- Une photocopie de la carte d'identité nationale en cours de validité.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard, le 11 juin 2024 à 15 h 00 (heure locale en Union des Comores). La méthode de recrutement préconisée est la sélection des consultants individuels (SCI)**

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet FSRP « Manifestation d'intérêt Réf. n° 2024/001/ MAPETA/ FSRP/CA au secrétaire du FSRP. MAPETA, Mdé Ex-CFADER. Email projetsfsrp@gmail.com

Lance le 28 Mai 2024



Ministère de l'Agriculture,
de la Pêche, de l'Environnement,
du Tourisme et de l'Artisanat



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE
PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP)
(P177816), DON IDA

Coordination Nationale du Projet

Réf. n° 2024/002/ MAPETA/ FSRP/SCI/RCVA

SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN (E) CONSULTANT (E) INDIVIDUEL (LE) SPECIALISTE EN CHAINES DE VALEURS POUR LE PROJET RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP-KM)

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu auprès de la Banque Mondiale un Don de 40 millions USD et 3 millions de dollar de FOND PROBLUE pour financer le **Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires aux Comores (FSRP)** dans la perspective d'améliorer la contribution du secteur privé au PIB, et de se projeter à l'émergence horizon 2030.

I. Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à 43 millions US\$ sont les suivantes :

1. Renforcement des capacités de production agricole résiliente ;
2. Soutien au développement durable des ressources naturelles pour des paysages agricoles résilients ;
3. Améliorer la connectivité et l'accès aux marchés ;
4. Promouvoir une plus grande attention à la résilience des systèmes alimentaires dans l'élaboration des politiques nationales et régionales ;
5. Composante de réponse d'urgence contingent ;
6. Gestion de projet

Dans cette perspective, le projet lance cet Avis à Manifestations d'intérêt pour recruter un (e) Consultant (e) individuel(le) spécialiste en Chaines des valeurs qui travaillera à temps plein au niveau de l'Unité de Gestion du Projet (UGP-FSRP).

II. Description des tâches

Afin d'atteindre les objectifs et de produire les différents livrables attendus, le Consultant sera responsable des tâches décrites dans les tdrs (voir Tdrs).

III. Profil et expériences requises du candidat

Être titulaire d'un diplôme d'études supérieures (Bac+5 au minimum) en Agronomie, en Agroéconomie, en rural avec qualifications et/ou expériences avérées en chaînes des valeurs.

Expériences :

- Avoir au moins cinq (05) ans d'expériences professionnelles avérées dans le domaine de développement de chaînes de valeurs agricole ;
- Avoir au moins cinq (05) ans d'expérience réussies dans le domaine de l'agriculture et/ou agroéconomie, de l'agro-business en général et des chaînes de valeur agricoles en particulier ;
- Avoir une très bonne expérience démontrée dans la structuration et le développement des chaînes de valeur, notamment à l'appui à l'amélioration de la productivité, à l'accès aux intrants, au capital et aux marchés, au renforcement des relations entre acteurs des chaînes de valeur ;
- Avoir une très bonne expérience dans la gestion et analyse de données, notamment de la conception d'outils de collecte de données, de la conception et de la gestion de bases de données et des contrôles de la qualité des données ;

IV Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

- Le dossier de candidature doit être composé des pièces suivantes :
- Une lettre de motivation datée, signée et adressée au Coordonnateur du projet FSRP-KM,
- Un curriculum vitae (CV) actualisé avec des références de trois personnes ressources ;
- Les copies des diplômes, attestations de formation et autres documents justifiant la qualification et les expériences requises du consultant(e) ;
- Deux (2) photos d'identité ;
- Une photocopie de la carte d'identité nationale en cours de validité.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard, le 11 juin 2024 à 15 h 00 (heure locale en Union des Comores). La méthode de recrutement préconisée est la sélection des consultants individuels (SCI)**

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet FSRP « Manifestation d'intérêt Réf. n° 2024/002/ MAPETA/ FSRP/RCVA au secrétaire du FSRP. MAPETA, Mdé Ex-CFADER. Email projetsfsrp@gmail.com

Lance le 28 Mai 2024

COUPE DES COMORES

FC Domakawe, battu les armes à la main

Jamais un match de phase nationale de coupe des Comores n'aura drainé autant de foule que ne le fut la demi-finale qui a opposé samedi dernier, Etoile du Centre à FC Djomakawe. Et sur le terrain, le spectacle a été assuré par les 22 acteurs de la rencontre.

Trente neuf ans, c'est le temps qu'a mis le club de Ongoju dans le Nyumakele pour se retrouver à tel niveau dans le football comorien. Profitant de l'essor de la région, le club FC Djo, émerge en même temps que des puissants hommes d'affaires (Nardas, Dhoimir) qui n'hésitent pas à mettre la main à la poche pour mettre les joueurs dans les meilleures conditions possibles. Avec FC Adda, Djomakawe contribue à sortir la région la plus peuplée de l'île de son isolement grâce au football. Inexistant dans la carte footballistique, la région de Nyumakele

commence à sortir son nez dehors grâce aux investissements consentis par la diaspora (FC Adda), ou les hommes d'affaires en ce qui concerne le FC Djomakawe. C'est donc dans ces circonstances que les Verts de Ongoju se sont présentés au stade de Moroni après avoir été battus de justesse en finale de la coupe régionale par le légendaire club de Domoni, le FC Chirazienne.

Petit poucet de ces demi-finales, FC Djo n'avait aucun complexe à l'entame de la rencontre contre le puissant champion et vainqueur de la coupe à Mwali, l'Etoile du Centre de Salamani, l'autre club de Fomboni. S'appuyant sur leur point fort, à savoir la possession de balle, Etoile du Centre a vite pris les choses en main en privant de ballon leurs adversaires. Une situation qui a énormément fatigué les pensionnaires du Nyumakele, qui semblaient ne plus avoir de l'oxygène. La mul-

tiplication des pertes de balles, et le blocage des lignes de ravitaillement des attaquants de Djomakawe avaient donné l'impression que le match ne serait qu'une balade de santé pour les fomboniens.

C'était mal connaître l'abnégation des joueurs de FC Djo. Dominés et malmenés, les Vert ont laissé la vague des 20 premières minutes passées avant de sortir de leur carcan. Grâce à la science de leur capitaine, kwatra, les joueurs de Ongoju ont causé quelques sueurs froides aux coéquipiers de Dajou qui ont pu conserver leur cage inviolée jusqu'à la mi-temps. Le retour des vestiaires fut fatal pour FC Djo qui a encaissé un but après un tir repoussé par le gardien dans la surface et repris par un attaquant de l'Etoile du Centre pour l'ouverture du score. Profitant de leur supériorité technique face au jeu parfois décousu de FC Djo, Etoile du Centre ont éteint tout espoir en



FC Domakawe.

marquant un deuxième but à quelques minutes de la fin du match. Loin de rendre les armes, les hommes de Nafioun Adi ont rallumé la flamme à deux minutes de la fin du temps additionnel grâce à un but du numéro 20, Abou. Le réveil fut tout de même tardif pour le deuxième

représentant de l'île d'Anjouan qui voit son rêve s'arrêter aux portes des demi-finales. FC Djomakawe par contre rentre dans l'histoire du football comorien par la grande porte.

Imtiyaz



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE, DE L'ENVIRONNEMENT,
DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT

AGENCE NATIONALE DE GESTION DES DÉCHETS



Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Mise en œuvre d'un développement durable à faible teneur en produits chimiques et non chimiques dans les PEID- dans les Îles de l'océan Indien- Comores » financé par le GEF/PNUD, l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANGD) lance un appel à candidature pour recruter les personnes aux postes suivantes :

N°	N° de l'appel	Titre de poste	
1	01-24 SRV/ANGD-ISLANDS	Un(e) consultant (e) national (e) en droit de l'Environnement. L'objectif de cette consultation est de développer le cadre législatif et réglementaire pour la gestion des déchets et produits chimiques et dangereux aux Comores.	Avoir un diplôme universitaire de niveau master en droit, droit de l'environnement, ou domaine connexe.
2	02-24 SRV/ANGD-ISLANDS	Expert(e) national(e) en communication et Engagement des parties prenantes. L'objectif est d'assurer une gestion et partage des connaissances du projet et une meilleure visibilité des activités de l'Agence Nationale des Déchets. Il convient aussi de mobiliser les parties prenantes du projet pour toute la durée du projet.	L'expert (e) doit être Titulaire d'un master en la communication ou domaine connexe.
3	03-24 SRV/ANGD-ISLANDS	Un(e) consultant (e) national (e) en Sauvegardes Environnementales-Sociales et Genre. L'objectif de cette consultation est de développer les plans et mesures nécessaires pour gérer les risques qui peuvent entraver le projet au cours de la mise en œuvre tout en promouvant les dimensions environnementales et sociales en tachant d'apporter une intervention particulière des disparités de genre spécifique au secteur déchets et des différentes vulnérabilités sur les produits chimiques et les déchets dangereux aux Comores.	Être titulaire d'un diplôme universitaire en sciences de l'environnement, science sociales, Développement Durable ou domaine apparenté.
4	04-24 SRV/ANGD-ISLANDS	Un(e) expert(e) national(e) en déchets chimiques, médicaux et dangereux. L'objectif est de développer et appuyer la mise en place un cadre politique, stratégique et réglementaire pour la gestion des déchets chimique et dangereux aux Comores.	L'expert (e) doit avoir un diplôme d'études supérieures en gestion de l'environnement, en gestion des déchets, ou dans un domaine connexe.
5	05-24 SRV/ANGD-ISLANDS	Consultant (e) national (e) en droit de travail L'objet de cette mission est de définir les éléments clés de base à mettre en place au sein de l'ANGD afin de la structurer et assurer un bon fonctionnement et une meilleure gestion de ses ressources.	Diplômé en droit, en administration ou discipline connexe.

Date limite : 07/06/2024 à 10H00 Am Heure local

Lieu d'intervention	Union des Comores
Lieu d'intervention	Les personnes intéressées par un ces avis sont priés de prendre les TDRs auprès du secrétariat de l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANGD) sise au Ministère de l'agriculture, de la pêche, de l'Environnement, du Tourisme et l'Artisanat (MAPETA) ex-CEFADER M'dé Bambao, ou bien envoyer un e-mail aux adresses suivants : * ressources.humaines.angd23@gmail.com * agencenationalegestiondesdesche@gmail.com Ou télécharger dans : 1 environnement -https://drive.google.com/file/d/1PZMZApcZCiwPOnatsb7CGLDHFppR5_sgf/view?usp=sharing 2 Déchet chimique -https://drive.google.com/file/d/1yKhSjoNo_72M9RxVHKE2J5ml-IA5T9H/view?usp=sharing 3 communication -https://drive.google.com/file/d/1gDPu07bhKinqKe8FDvNPdOJKm3ecdq8/view?usp=sharing 4 SESP -https://drive.google.com/file/d/1dzN_P0WgUSgT_khgDliwZ4qrYT5cPqYU/view?usp=sharing 5 droit travail -https://drive.google.com/file/d/1ltpTXn87cUJoSJirlerBMSi_PcAMqW4/view?usp=sharing
Observation	Seuls les candidats retenus seront contactés.



Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,
Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres



Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (P171361)

Financement de la BM : Crédit -65290 ; Don N° D549-KM

Référence : **2024-03-CONT.TRAVAUX. COTIER-UGP-PRPKR**

Sélection de consultants par les emprunteurs de la banque

« SOLLICITATION A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA MISSION DE CONTROLE ET DE SURVEILLANCE DES TRAVAUX LIES A L'AMENAGEMENT DES ZONES COTIERES DANS LE CADRE DE MISE EN ŒUVRE DU PRPKR COMORES. »

Le Gouvernement de l'Union des Comores, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR), a reçu un financement de la Banque Mondiale et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour Recrutement d'un cabinet pour la Mission de Contrôle et de surveillance des travaux liés à l'aménagement des zones côtières dans le cadre de mise en œuvre du PRPKR Comores.

1. - Mission objet de cette consultation

Les services du Consultant cohérents à assurer une mission de Maîtrise d'Œuvre relative au contrôle, supervision et suivi de l'exécution des travaux.

2. - Durée de la mission

La mission est prévue pour une durée maximale de 16 mois, la durée globale des travaux étant estimée à 16 mois, à compter du mois de juillet 2024, selon le planning prévisionnel établi au stade APD [2]. Le planning prévisionnel des travaux envisagés tient compte d'une réception des travaux à fin novembre 2025. Cette échéance est liée au financement du projet PRPKR, et devra donc être respectée par l'Entreprise en charge des travaux. Les travaux sur les 4 sites devront être réalisés en parallèle afin de satisfaire cette contrainte. Pratiquement réalisé, le délai global de dépendra de la capacité de l'entreprise sélectionnée à mobiliser plusieurs activités en parallèle, sur les différents sites.

Les hypothèses suivantes, notamment, ont été considérées pour l'élaboration de ce planning prévisionnel :

- Date de démarrage de la phase de préparation en Juillet 2024 ;
- Travaux par voie terrestre (hors amenée-repli et approvisionnement, réalisés par voie maritime) ;
- Démarrage des travaux en parallèle sur deux sites : Foubouni et Nioumachoua (moyens très différents) ;
- Début des travaux d'enrochements sur le site de Djoeizi, puis à Ouani Aéroport, compte tenu des délais et aléas d'approvisionnement théoriquement plus importants pour ce dernier site ;
- Lorsque c'est possible, la mise en œuvre des aménagements de protection est prévue en dehors de la saison cyclonique (janvier-avril), et idéalement en septembre dans le mois de profiter de conditions hydrodynamiques clémentes pendant les phases de travaux sur l'estran ; c'est en particulier le cas pour Nioumachoua (rechargement/reprofilage, installation des épis SEMS), et Ouani Aéroport (talus en enrochement et épis bois) ;

Ce planning tient compte des possibles contraintes réglementaires auxquelles seront soumis les travaux envisagés, qui seront définis lors de l'élaboration de l'Etude d'impact Environnemental et Sociale. Le passage précis de l'ensemble des opérations sera à finaliser par l'Unité de Gestion du Projet (UGP) PRPKR, en concertation avec les institutions gouvernementales et locales compétentes, en lien notamment avec les procédures d'obtention des autorisations supposées acquises au démarrage des travaux, et la planification d'attribution du marché de travaux.

Le planning réalisation prévisionnel des travaux envisagés pour les quatre sites est présenté sur la figure suivante (Figure 2-1), de façon indépendante, c'est à dire, chaque planning a été élaboré sans prise en compte du planning d'associé aux autres sites d'intervention.

3. - Aspects Généraux

Le prestataire sera sélectionné conformément aux directives de la Banque Mondiale. Le prestataire devrait être une entreprise ou un

consortium d'entreprises (Joint-venture) composé d'experts internationaux, qui apporteront des connaissances et leur expérience sur les meilleures pratiques internationales, ainsi que, autant que possible, d'experts locaux ou régionaux en mesure de faciliter la mission sur le terrain (pour s'assurer que le contexte et les expériences sont pleinement pris en compte, en fournissant les aspects spécifiques et les enseignements tirés par rapport au contexte national). Dans le cas d'une coentreprise ou d'un consortium, celui-ci peut être composé de trois entités au maximum et une organisation chef de file doit être désignée.

4. - Références du Consultant

La prestation sera menée par un cabinet de consultant au profil suivant :

- Spécialiste en aménagements maritimes et littoraux. Compétences spécifiques dans la conception et le dimensionnement d'ouvrages maritimes et de protection côtière, travaux de génie civil, enrochements, ainsi que le reprofilage des plages, aménagement dunaire, et de manière plus générale les solutions douces de maintien du trait de côte.
- Expérience réalisée aux Comores, dans des PEID, en Afrique de l'Est.

5. - Termes De Référence de la mission

Les Termes De Références (TDRs) détaillés de la mission peuvent être téléchargés sur le site web suivant :

<https://projet-postkenneth.org/assets/uploads/tdr-supervision-travaux-v1b-rev-at-re160424-clean1.pdf>

<https://projet-postkenneth.org/assets/uploads/tdr-supervision-travaux-v1b-rev-at-re160424-clean1.pdf>

6. - Méthode de sélection du Consultant

Le Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC) et conformément aux procédures de la Banque Mondiale définies dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA par les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements. (FPI) version de septembre 2023.

7. Dépôt de la manifestation d'intérêt

Les manifestations d'intérêts doivent être déposées en présentiel (1 Original, 2 copies et 1 copie en clé USB Contenant une version électronique de la Manifestation d'intérêt) du **Lundi au Vendredi de 08 heures 30 à 15 heures 30 avec la mention « Candidature au poste D'UN CABINET POUR LA MISSION DE CONTROLE ET DE SURVEILLANCE DES TRAVAUX LIES A L'AMENAGEMENT DES ZONES COTIERES DANS LE CADRE DE MISE EN ŒUVRE DU PRPKR COMORES »** à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **13 JUIN 2024 à 14h00 : Unité de Gestion du Projet (UGP), Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres, Moroni, Union des Comores, Rue corniche Sis à Ex-projet PALU, Bat. DGEAT 2eme étage BP 12 Moroni, Téléphone : + 269 733 22 73.** Toute demande de renseignement complémentaire devra être envoyée à l'adresse : coordinateur.ugp.prpkr@gmail.com , apm.ugp.prpkr@gmail.com , rpm.ugp.prpkr@gmail.com

NB : L'UGP informe aux consultants intéressés que les dépôts électroniques ne seront pas ouverts.